

**LES**  
inspirations

# ÉCO AFRIQUE

**NOUVELLE  
FORMULE  
10 pages**

**RMA WATANYA-BLIC**

## LES DÉTAILS DU DEAL



### L'ANALYSE DE LA SEMAINE

Télécoms. Sur le fil de la croissance africaine

P. 22

### LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Algérie, le statu quo se prolonge

P. 23

### CAHIER DE L'INTÉGRATION

Financement. Ces nouvelles sources en développement

P. 24-25

### L'INVITÉ

Martin Ziguèle. Ex-premier ministre de la République centrafricaine

P. 26



BILLET

**Safall Fall**  
s.fall@leseco.ma

## Bruits de bottes

Garantit-on mieux la paix en se préparant à la guerre? Cet adage pourrait être le parfait argument passe-partout, qui arrangerait tout le monde, idéal pour justifier cette ruée vers les armes. Il est toutefois de plus en plus difficilement évocable dans le contexte actuel qui se caractérise notamment par une contraction à l'échelle mondiale des dépenses liées à la défense, pour leur réorientation vers des postes, disons... beaucoup plus humainement utiles. Si l'Algérie, première de la liste africaine en termes d'importance du budget consacré à l'armement (plus de 10 milliards de dollars en 2013), peut invoquer la menace terroriste qui gangrène le Sud de son territoire, le Ghana, quant à lui, semble beaucoup moins défendable concernant ses considérables dépenses en armement (triples entre 2012 et 2013, pour atteindre 306 millions de dollars), sachant que le pays ne connaît actuellement aucune menace sécuritaire - touchons du bois. L'autre lecture à apporter porte sur cette tendance qui relève presque du réflexe, développée au fil des années et des crises militaires par les pays exportateurs de pétrole, consistant à s'armer systématiquement dans une logique de dissuasion. À croire, au fond, que l'or noir attire souvent des ennuis aux pays qui en sont les plus dotés, et l'Afrique ne déroge guère à la règle. Toutefois, il ne faudrait pas se tromper d'ennemi. Les «guerres» d'aujourd'hui sont désormais menées contre le chômage, la pauvreté et la précarité des populations les plus vulnérables... c'est là la cause qu'il faudrait faire nôtre.

## Gabon Télécom passe à la seconde

La filiale du groupe Maroc Telecom et opérateur historique au Gabon, Gabon Telecom, lance un système de tarification à la seconde de ses services mobiles, commercialisés sous la marque Libertis. Ce système de tarification est fonctionnel depuis le début de ce mois d'avril. Les abonnés peuvent désormais communiquer via le réseau de l'opérateur au prix d'un franc/seconde, ce qui équivaut à 60 FCFA la minute (0,125 dollars). L'objectif de cette mutation tarifaire est de «proposer une grille compétitive, renforcer l'image de l'opérateur généreux et accroître le nombre de clients», selon Omer Mabika, le directeur des services de Gabon Télécom. À fin 2013, Gabon Télécom affichait la meilleure progression annuelle de chiffre d'affaires des filiales du groupe marocain, soit 14,5%, pour s'établir à quelque 1,4 MMDH sur le même exercice. Cette performance est tirée essentiellement par la forte croissance de l'activité Mobile.

## Ecobank-Sénégal, indicateurs au vert

Le groupe bancaire panafricain Ecobank Transnational Incorporated (ETI) ne se plaint pas de sa présence au Sénégal. Les responsables de la filiale ont annoncé en milieu de semaine dernière un bénéfice net de 6,48 milliards de FCFA (9,9 millions d'euros) en 2013. Cela correspond à une exceptionnelle amélioration de 157% par rapport à 2012. «Ce résultat représente un bénéfice record», a indiqué le président du conseil d'administration d'Ecobank-Sénégal, Gabriel Fall, repris par plusieurs presses locales. Le PNB du groupe bancaire a également progressé de 19%, passant de 27,5 milliards de FCFA en 2012 à 33 milliards de FCFA en 2013.



## 82 millions de dinars tunisiens

Ce montant correspond au résultat net de la Banque Attijari de Tunisie, la filiale du groupe marocain Attijariwafa bank, à fin mars 2014. Le Produit net bancaire (PNB) a quant à lui progressé de 13% pour atteindre 61,75 millions de DT. Attijari Tunisie est l'un des principaux contributeurs aux résultats financiers du groupe bancaire marocain à fin 2013. La filiale a désormais sa place dans le secteur bancaire de ce pays d'Afrique du Nord.

## 698 millions de dollars levés pour l'Afrique

Selon des informations du portail Financiafrik.com, le fonds Carlyle a annoncé avoir levé 698 millions de dollars dans le cadre de son nouveau Fonds pour l'Afrique subsaharienne, dépassant de 40% son objectif initial. La Banque africaine de développement a joué un rôle de chef de file en investissant 50 millions de dollars dans le fonds. Pour le président de la BAD, Donald Kaberuka, l'explication est claire : «L'investissement dans le secteur privé permet au continent de prendre en charge le financement et la gestion de son propre avenir économique». Le Groupe Carlyle est un gestionnaire d'actifs alternatifs de classe mondiale avec des actifs de près de 189 milliards de dollars à la date du 31 décembre 2013.

## Orange, rentabilité haute en couleurs

L'opérateur téléphonique français Orange affiche une croissance moyenne annuelle très enviée de 20% de son chiffre d'affaires en République démocratique du Congo (RDC) sur les 20 dernières années. Selon Stéphane Richard, le PDG du groupe, cité par le portail d'informations spécialisé Ecofin.com, le bilan de la présence de l'opérateur sur ce marché est «globalement positif. Nous avons beaucoup gagné en qualité et nous avons décidé de nous installer dans d'autres zones où nous étions absents. C'est une bonne dynamique de croissance». Le potentiel demeure important pour l'opérateur télécoms sur ce marché qui connaît encore un très faible taux de pénétration des services de téléphonie.

## AGENDA



### Forum Maroc-Gabon des affaires

L'ambassade de la République Gabonaise à Rabat et la Fondation Diplomatique co-organisent le «Forum Maroc-Gabon des affaires» qui se tient les 21 et 22 avril. Les thèmes abordés permettront de mieux comprendre les relations économiques et commerciales qui lient le royaume au Gabon.

### Cartes Afrique 2014

Le secteur africain de la monétique et de la finance dématérialisée se réunit à Marrakech du 24 au 25 avril prochains, pour marquer la 9<sup>e</sup> édition de Cartes Afrique. Un événement régional des métiers et technologies de la carte organisé par i-Conférences, en partenariat avec Mastercard.



## RMA Watanya-BLIC

# Les détails de la prise de contrôle

● Quelques jours après son introduction dans le capital de BLIC, l'assureur du groupe FinanceCom s'arrête sur sa stratégie de prise de contrôle progressive de la compagnie subsaharienne.

Lentement mais sûrement, c'est le credo sur lequel semble se fonder toute la stratégie de croissance à l'international de RMA Watanya, notamment dans les marchés du continent. Le groupe vient de nouer un important partenariat avec BLIC, prévoyant une première prise de participation à 45% du capital de cette dernière, et une montée progressive qui sera, selon le top management, «un ajustement technique et mécanique» en fonction des développements et des projets prévus. Les responsables de la compagnie se montrent en revanche beaucoup plus discrets quant aux échéances qu'ils se sont fixées pour la prise de contrôle de BLIC. Tout cela ressemble, de fait, à du «wait and see». En effet, si le groupe FinanceCom est dans une logique consacrée de croissance rapide et agressive de ses activités bancaires dans le continent, ses envies d'expansion semblent beaucoup moins euphoriques -voire prudentes- sur le créneau africain des assurances. Le groupe veut maîtriser le maximum de risques à ce propos, sachant, en effet, que le marché continental des assurances ne pèse, pour le moment, que 1,5% du marché mon-



dial avec près de 72 milliards de dollars de volume d'affaires.

### Potentiels

Dans une logique de verre à moitié plein, ce faible développement du marché continental des assurances laisse pourtant entrevoir un important potentiel de développement. Le taux annuel moyen de croissance de ce marché est de 9% sur les dix dernières années, là où le secteur, à l'échelle mondiale, tournait à un rythme de 4,4%. C'est

justement ce contexte fort favorable qui a poussé le groupe à se donner des ambitions panafricainistes. L'objectif est d'assurer, à l'horizon 2020, une implantation dans près d'une dizaine de pays via des acquisitions ou des opérations en greenfield. La compagnie compte s'appuyer sur le réseau bancaire et les contacts locaux du groupe pour mettre en œuvre cette stratégie. «Nous avançons dans la mise en œuvre de notre stratégie», assure un membre du top mana-

gement. «Certains dossiers sont à l'étude et d'autres en cours de finalisation en vue de suivre les procédures usuelles de demandes d'agrément auprès

**L'objectif est d'assurer, à l'horizon 2020, une implantation dans près d'une dizaine de pays.**

des autorités locales et régionales compétentes», complète la même source.

### Diversification

Pour le moment, la compagnie compte bien profiter de son partenariat avec BLIC pour faire ses premiers pas sur les marchés CEMAC et UEMOA. Dans le détail, BLIC opère sur plusieurs marchés à potentiels du continent. Au Cameroun par exemple, Beneficial Life Insurance Cameroon opère sur le segment de la Vie de droit camerounais, avec Beneficial General Insurance Cameroon (BGI Cameroon), qui développe les activités Non Vie de la maison mère. En Côte d'Ivoire, c'est Belife Côte d'Ivoire qui opère en tant que compagnie Vie de droit ivoirien, et Beneficial Life Insurance Togo (BLI Togo) couvre le marché togolais. ●

**Attijariwafa bank**

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك  
Attijariwafa bank

# ANALYSE DE LA SEMAINE

## Télécoms

# Sur le fil de la croissance africaine

● Le marché continental est de plus en plus mature aux investissements. Maroc Telecom, le premier investisseur marocain du secteur, renforce son dispositif infrastructurel. Les performances réalisées sur les marchés subsahariens confortent ce choix.

Le miracle africain des télécoms se produira-il? Au moment même où le cabinet d'audit Deloitte avance que le marché subsaharien du haut débit mobile et fixe devrait croître de plus de 25% en 2014, Maroc Telecom, qui est encore pour le moment le premier investisseur marocain du secteur à avoir misé sur le continent, confirme cette donne à travers les résultats de ses filiales dans la région. Présent aujourd'hui en Mauritanie, au Gabon, au Burkina Faso et au Mali, IAM est en train d'opérer une montée en gamme infrastructurelle de son réseau, avec l'inauguration d'un nouveau câble de fibres optiques dans ce dernier pays. D'une longueur de 1.064 km, le projet a été financé par Sotelma, la filiale locale du groupe Maroc Telecom, à hauteur de 4 milliards de francs CFA, soit près de 6 millions d'euros. Les travaux de réalisation se sont étalés sur une période de onze mois. «L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la connectivité des pays de la région et à la sécurisation du trafic des télécommunications», selon le président du directoire de Maroc Telecom, Abdeslam Ahizoune. Ce projet fait partie intégrante -et complémentaire- du programme international «Trans Africain» de déploiement de fibres optiques lancé par le groupe marocain. Il devrait permettre de relier le Maroc, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso et le Niger sur 5.698 km de fibres optiques. L'exécution de cet important programme a nécessité 24 mois de travaux d'ins-



tallation et un investissement de 13 milliards de francs CFA. Le principal objectif recherché par le groupe marocain est de répondre à la forte croissance des besoins en haut débit de la bande passante internationale.

### Performances

Côté chiffres, les investissements subsahariens rapportent gros à

IAM. Les activités du groupe dans la région ont marqué une progression de 9,5% à fin 2013 de leur chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2012, pour atteindre quelque 7,7 MMDH. Le marché malien reste un grand contributeur aux résultats de Maroc Telecom. À fin 2013, SOTELMA affichait la deuxième meilleure progression de chiffre d'affaires

parmi les filiales subsahariennes du groupe. La variation, en comparaison avec l'exercice 2012, frôle en effet la barre des 10%, pour s'établir à un chiffre d'affaires de 2,6 MMDH à fin 2013. Le segment du mobile s'accapare une bonne partie de ces performances avec quelque 2,2 MMDH de chiffre d'affaires. Cette croissance, même positive, a toutefois été beaucoup moins dynamique qu'au Gabon avec 11,1% par rapport à une année auparavant. Gabon Telecom, justement, affiche la meilleure progression annuelle du chiffre d'affaires des filiales du groupe marocain, soit 14,5%, pour s'établir à quelque 1,4 MMDH sur le même exercice.

**Gabon Telecom affiche la meilleure progression annuelle du chiffre d'affaires des filiales du groupe marocain.**

Cette performance est essentiellement tirée par la forte croissance de l'activité Mobile dont le revenu des services progresse de 28,5%. Au Burkina Faso, Onatel a terminé le dernier exercice avec un chiffre d'affaires de 2,2 MMDH, en hausse de 7%. Là aussi, les performances sont impulsées par la croissance soutenue des services Mobile dont le chiffre d'affaires progresse de 9% grâce à la croissance du parc (+19,9%). Chez Mauritel, la filiale mauritanienne du groupe Maroc Telecom, les responsables affichent un chiffre d'affaires de 1,4 MMDH, en amélioration annuelle de 7,4%. ●

## Les pays qui font le marché

**Les marchés télécoms de la RDC, du Cameroun, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal ainsi que celui de la Côte d'Ivoire présenteront les croissances les plus importantes en Afrique francophone pour l'année en cours, selon un récent rapport du cabinet Deloitte. La même source indique aussi que le marché du haut débit mobile et fixe prévoit une croissance de plus de 25% en 2014 en Afrique subsaharienne, accélérant la mutation des usages des services «Voix» vers les services «Données». Le marché des solutions télécoms pour les entreprises en Afrique francophone sera, en 2014, la cible de la majorité des opérateurs et intégrateurs télécoms de la région, notamment dans les marchés atteignant des niveaux de pénétration des télécoms élevés tel qu'en Afrique du Nord. Avec une croissance PIB du continent africain qui est la 2e plus importante au monde après l'Asie, doublée de l'émergence d'une classe moyenne estimée à plus de 100 millions de personnes d'ici 2020, le cabinet est bien optimiste quant aux perspectives du secteur.**

## ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET L'ALGÉRIE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 13	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	5771900	7054697	8687116	9720202	19,09%	9720202	10914430	12,29%
Part dans les importations globales (%)	2	2	2	3	-	3	3	-
Exportations	1060758	1163089	1898898	1970886	25,57%	1970886	1736356	-11,9%
Part dans les exportations globales (%)	1	1	1	1	-	1	1	-
Solde	-4711142	-5891608	-6788218	-7749316	18,14%	-7749316	-9178074	18,44%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS  
ALGÉRIE**Taille**  
38,8 millions de consommateurs potentiels**Monnaie**  
Dinar algérien**PIB**  
215,7 milliards de dollars**Croissance PIB**  
3,1 en 2013, 3,8% en 2014 (prévisions)**Région économique**  
Union du Maghreb Arabe (UMA)**Doing Business 2013 :**  
153<sup>e</sup> mondial sur 189 pays (151<sup>e</sup> au DB 2013)

## Algérie, le statu quo se prolonge

Le pays devrait voir sa croissance s'améliorer légèrement en 2014 pour atteindre 3,6%. La consommation intérieure et les exportations des hydrocarbures sont les principaux supports de la dynamique économique.

**A**u moment où l'indéboulonnable Bouteflika s'embarque pour un quatrième mandat présidentiel, les perspectives économiques pour l'Algérie sont partagées entre espoirs et incertitudes. Pour l'année en cours, la dynamique économique du pays est un peu plus enthousiasmante que l'état de santé de son chef d'État. Pour 2014, la croissance devrait ainsi légèrement s'améliorer pour atteindre 3,6%, contre 3,1% en 2013 et 2,9 en 2012, selon les données du groupe Coface. Les effets néfastes de l'attaque terroriste qu'a connue le pays dans une de ses installations gazières du pays, en début d'année dernière, ne semblent finalement que conjoncturels. Cette année, la dynamique du pays devrait rester rigoureuse grâce à «l'augmentation modérée de la production d'hydrocarbures et au programme d'investissements publics couvrant la période 2010-2014. Le gouvernement

met le tout sur le progrès infrastructurel : renforcement de l'offre immobilière, routes et voies ferrées. La forte consommation intérieure est également un des piliers soutenant la dynamique économique du pays. Elle est principalement «impulsée par une hausse toujours soutenue des salaires du secteur public et le subventionnement des produits de base». Une inflation maîtrisée, un assouplissement attendu des conditions d'accès au crédit, le renforcement de

l'investissement privé, sont également parmi les facteurs dopant cette consommation.

**Or noir**

Le pays demeure toutefois encore largement dépendant de ses exportations d'hydrocarbures, qui pèsent pas moins de 70% des recettes publiques et 95% des recettes en devises. Assez, en tout cas, pour que les revenus des hydrocarbures, mis en réserve dans le Fonds de régu-

lation des recettes, puissent financer le déficit budgétaire de l'État sous bonne maîtrise. Les autorités du pays misent beaucoup sur une gestion empreinte de beaucoup de prudence, à travers la rationalisation escomptée des dépenses courantes et la hausse des recettes hors hydrocarbures. «Le déficit budgétaire devrait diminuer de nouveau en 2014, et le pays bénéficie d'un faible endettement public», selon les conclusions des experts de Coface. ●

## Risque pays

**Défis d'ordres politique, social, sécuritaire et économique :** Abdelaziz Bouteflika vient de remporter un quatrième mandat et compte maintenir son leadership sur les affaires du pays, même si son état de santé demeure instable. Au regard des soulèvements intervenus début 2011 dans d'autres pays arabes, le pouvoir a pris des mesures destinées à lutter contre le chômage des jeunes et à augmenter les logements sociaux, afin de désamorcer la contestation politique et sociale. Dans ce contexte, les élections législatives de mai 2012 n'ont pas conduit à la prééminence de partis islamistes, la coalition nationaliste au pouvoir, composée principalement du FLN et du RND, ayant conservé la majorité. Si la situation sécuritaire s'est relativement améliorée, l'activisme de groupes islamistes radicaux s'est intensifié aux frontières du sud du pays, comme l'illustre l'attaque terroriste, mi-janvier 2013, de l'important site gazier d'In Amenas. Cela accroît donc la prudence de certaines firmes étrangères.

Retrouvez tous les jeudis  
la nouvelle formule en 10 pages  
de notre cahier

**PME**

## Financement

## Ces nouvelles «sources» en développement

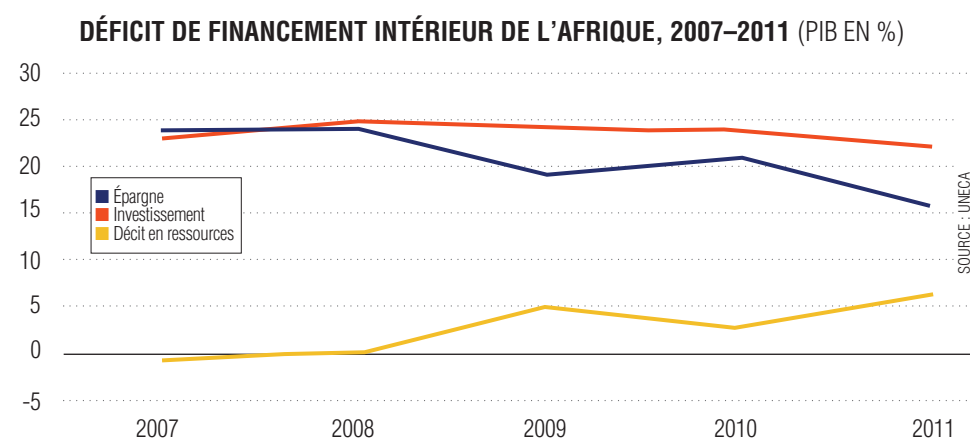
● En pleine dynamique de croissance, le continent a une grande soif de ressources financières pour soutenir ses progrès économiques. En plus des sources classiques de financement, les économies africaines ont de plus en plus recours à de nouveaux instruments. Si certains sont déjà assez exploités, d'autres demeurent encore très peu répandus.

## 1 Les fonds souverains

La méthode est citée parmi les nouveaux instruments de financement de la croissance africaine. Aujourd'hui, seuls 10 pays africains disposent de fonds souverains. Le Nigeria figure parmi les dernières économies à s'en être doté. Selon le rapport de l'UNECA, les sociétés de gestion de fonds souverains et les fonds souverains servant à financer le développement stratégique pourraient servir au financement de projets nationaux et régionaux. Cela pourrait être le cas, par exemple, dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).

## 2 Les fonds de pension

Ce sont des sources de financement potentiellement porteuses pour les économies africaines. Ces fonds sont surtout adaptés au financement de projets de développement qui ont du mal à attirer des financements à long terme. Côté état des lieux, «le marché africain des fonds de pension est encore très peu développé, principalement constitué par des régimes détenus par l'État», constatent les experts de l'UNECA. «Seulement 7% de ces régimes sont gérés par le secteur privé, contre 16% dans le monde entier», poursuivent-ils. L'Afrique du Sud, les Îles Maurice, le Kenya et le Botswana sont, pour le moment, les pays qui ont le plus recours aux fonds de pension. Le secteur n'est toutefois pas sans risques. Le sous-développement des marchés des capitaux et l'absence de réglementation en Afrique constituent des facteurs peu fiables pour le secteur. L'amélioration du cadre réglementaire et de celui de l'investissement pour les capitaux nationaux et



étrangers est une condition nécessaire pour libérer des investissements productifs, selon le rapport de l'UNECA.

## 3 Les plans d'épargne des compagnies d'assurance

En dépit d'un faible développement, le secteur des assurances pourrait constituer une nouvelle alternative pour le financement de la croissance africaine. Les économistes de l'UNECA pensent que le secteur a les possibilités de fournir des capitaux pour des projets à long terme, dans la mesure où la croissance du secteur a dépassé celle de la croissance économique du continent entre 2000 et 2011, lorsque les primes ont atteint 8,8 milliards de dollars. De plus, les primes d'assurance pourraient dépasser les 16 milliards de dollars d'ici 2017 et les 25 milliards de dollars en 2022. Le développement rapide de la classe moyenne et l'émergence de produits innovants de micro-assurance aux particuliers et entreprises à faible revenu devraient assurer la croissance du marché continental.

## 4 Le private equity

L'industrie du capital-investisse-

ment s'est fortement développée depuis 2007, avec un marché évalué entre 25 et 30 milliards de dollars en 2013. Le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud en étaient les principaux bénéficiaires. Bien que l'IDE, par le biais du capital investissement, ait progressé dans le continent, l'Afrique n'attire encore qu'une faible part des fonds mondiaux de placement, selon le rapport de l'UNECA. En 2011, les fonds de capital-investissement étaient encore relativement peu importants et concentrés dans quelques économies africaines. Il s'agit de l'Afrique du Sud, (53%), de l'Égypte, des Îles Maurice, le Maroc (8%) et du Nigeria (5%). Sous une approche sectorielle, les industries extractives, l'infrastructure et l'énergie sont les secteurs les plus investis par le private equity. Les industries extractives à elles seules représentent près de 46% de toutes les fusions et acquisitions transfrontalières par des sociétés de capital-investissement en Afrique depuis 2009, selon le rapport de l'organisme panafricain.

## 5 Diaspora, envois de fonds et obligations souveraines

L'une des stratégies de mobilisation

de sources externes est la vente d'obligations à la diaspora, ainsi que les transferts de fonds des travailleurs émigrés et les obligations souveraines telles que les euro-obligations. «On estime que près de 140 millions d'Africains de la diaspora envoient jusqu'à 53 milliards de dollars/an à leur pays d'origine». Par ailleurs, l'Éthiopie a été le premier pays africain à émettre une obligation destinée à la diaspora pour financer son projet appelé «Renaissance dam» en 2011. D'autres pays ont suivi le pas. C'est le cas du Cap-Vert, du Ghana et du Kenya. «Toutefois, pour que cette opération soit couronnée de succès, il faut des mécanismes institutionnels pour générer les revenus escomptés pour un projet de développement donné, et confier au secteur privé un rôle institutionnalisé. Les sorties à l'international, sous forme d'emprunts, sont également de plus en plus utilisées. Selon l'UNECA, en février 2013, 10 pays africains avaient amassé un total de 8,1 milliards de dollars suite à des opérations d'émission d'obligations souveraines. Quelques économies d'Afrique de l'Est comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda devraient prochainement émettre des euro-obligations.

## 6 Partenariats PP

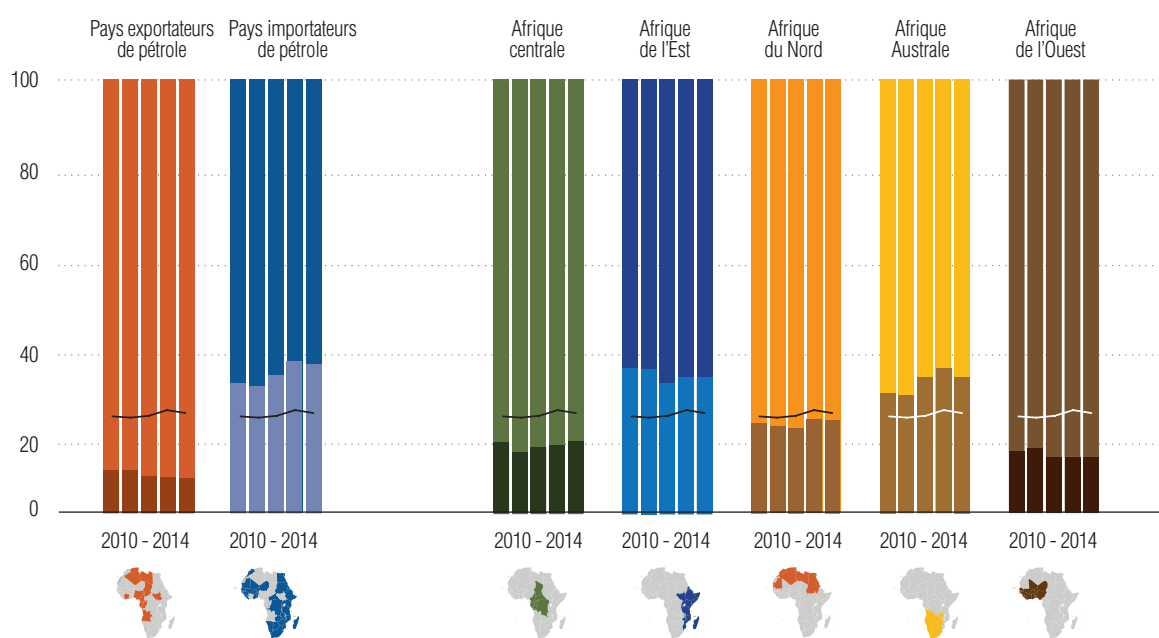
C'est l'un des mécanismes innovants de partage de risques. L'UNECA observe toutefois que les partenariats public/privé (PPP) «restent encore trop largement inexploités». Le système PPP établit un mécanisme de partage des risques dans le cadre duquel un contrat juridique assigne la responsabilité de la prestation d'un service public à une entité privée, comme l'explique la même source. Dans les pays en développement, la participation du secteur privé dans des investissements dans le secteur des infrastructures a progressé de 30 milliards de dollars en 1995 à 140 milliards de dollars en 2008/2009. En Afrique, l'engagement du secteur privé dans les projets de développement infrastructurels reste encore limité. «Des signes encourageants de PPP apparaissent, toutefois, dans des secteurs productifs tels que le corridor agricole en Tanzanie», indique-t-on dans le rapport.

●●●  
En 2011, les fonds de capital-investissement étaient encore relativement peu importants et concentrés dans quelques économies africaines. Il s'agit de l'Afrique du Sud, (53%), de l'Égypte, des Îles Maurice, le Maroc (8%) et du Nigeria (5%).

# ... Et celles en perte de vitesse

● Avec un déficit de financement estimé à environ 6% du PIB en 2011, le continent a bien intérêt à mobiliser toutes les ressources qui lui sont possibles. Dans un contexte de resserrement des budgets publics et de la difficile conjoncture économique, les traditionnelles sources de financement perdent progressivement de leur attrait.

DETTE EXTÉRIÈRE, PAR DOTATION EN RESSOURCES ET PAR SOUS-RÉGION, 2010-2014 (PIB EN %)



SOURCE: UNECA

nancement de l'économie africaine. Ces envois sont estimés à quelque 62,5 milliards de dollars en 2012, contre seulement 13,5 milliards de dollars en 2001. «Avec 12,4% de frais par transaction en 2012, l'Afrique demeure la région

**Les économies africaines ont multiplié les recours à l'emprunt extérieur pour financer les investissements intérieurs.**

Si les économies africaines se montrent de plus en plus ouvertes à de nouvelles alternatives en termes de mécanismes et d'instrument de financement de leur développement, certaines ressources demeurent dominantes. Les investissements directs étrangers (IDE) destinés au continent, par exemple, n'ont cessé de progresser durant les dernières années. Ils sont passés de 20 milliards de dollars en 2001 à 50 milliards de dollars en 2012. «Bien que de tels apports soient concentrés dans les industries extractives, il y a un nombre croissant d'exemples de réussite d'investissements orientés vers des secteurs jadis peu investis. Les

exemples sont nombreux. C'est le cas des IDE axés sur la recherche de marchés, en l'occurrence ceux opérés dans les secteurs de l'automobile en Afrique du Sud, du cuir en Éthiopie, ainsi que de l'industrie des produits pharmaceutiques et des services dans certaines économies d'Afrique de l'Est. Par ailleurs, les investisseurs étrangers en provenance des BRICS et d'autres économies émergentes ont commencé à explorer le potentiel du secteur manufacturier de l'Afrique, comme le constatent les experts de l'UNECA.

#### Aide et transfert de fonds

Parmi les dispositifs de financement extérieur, l'Aide publique au développement (APD) figure éga-

lement parmi ces mécanismes sur lesquels plane la menace de la crise et des ressernements budgétaires. Pourtant, les APD à destination du continent ont progressé de 51,3 milliards de dollars en 2011 à quelque 56 milliards de dollars en 2012, nonobstant une conjoncture économique peu favorable en Europe et dans le monde. En répartition sectorielle, «une bonne partie des APD à destination de l'Afrique (40% des engagements en 2011) était destinée à l'infrastructure sociale (santé et éducation), contre seulement 2% pour l'industrie, le secteur minier et la construction». Quant aux envois de fonds des travailleurs émigrés, ils sont devenus depuis 2010 la première source extérieure de fi-

où l'envoi de fonds est le plus cher. Si ce coût peut être ramené à environ 5%, les expéditeurs pourraient économiser, annuellement, environ 4 milliards de dollars». Les économies africaines ont également multiplié les recours à l'emprunt extérieur pour financer les investissements intérieurs, en particulier dans l'infrastructure, ce qui a porté la dette extérieure en pourcentage du PIB de 22,7% en 2010 à 24% en 2013. «L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ont les ratios dette PIB les plus élevés (31,8% et 33,5% en 2013 respectivement)». D'autres pays du continent ont également vu leur dette considérablement augmenter au cours des quatre dernières années. C'est le cas du Ghana, du Nigeria, de l'Angola, de l'Afrique du Sud, du Maroc, du Soudan, de l'Égypte, ainsi que du Kenya et de l'Éthiopie, dans la corne de l'Afrique.

## Le dilemme du «fisc»

Pour le moment, les recettes fiscales demeurent la plus grande source extérieure de financement de l'économie africaine. Toutefois, le rapport de l'UNECA précise que «les impôts recouverts en tant que part du PIB n'ont augmenté que de façon marginale, passant de 26,6% en 2009 à 27% en 2011». La situation est plus accentuée dans certains pays où le taux d'imposition ne dépasse guère les 10%. C'est notamment le cas de l'Éthiopie, du Liberia, du Nigeria, de la République centrafricaine, de la RDC ainsi que du Soudan. «Les défis que posent l'élargissement et l'exploitation de l'assiette de l'impôt sont toujours omniprésents dans la plupart des économies africaines», pensent les économistes de l'institution africaine. Par ailleurs, dans la mesure où l'amélioration du recouvrement des impôts devrait être un objectif majeur de la fiscalité, les gouvernements africains doivent également privilégier une utilisation plus efficace des recettes générées sur le plan tant intérieur qu'extérieur.



## MARTIN ZIGUELE

Diplomate, chef de parti, ex-Premier ministre de la République centrafricaine

# «L'instabilité n'est pas dans l'ADN de l'Afrique»

**Les ÉCO : Votre pays est en situation de crise assez prononcée. L'instabilité, un mal incurable en Afrique ?**

**Martin Ziguéle :** Je ne pense pas nous puissions dire cela. Toutes les régions du monde, dont certaines sont aujourd'hui parmi les plus avancées, ont connu des périodes de conflits, d'incertitudes et d'instabilités, qu'elles soient politiques, militaires ou économiques. Si nous appliquons la même logique au continent, je pense que ces crises répétitives et récurrentes disparaîtront progressivement pour laisser la place à un autre type de conflits, beaucoup plus sains: la course au développement économique, à la compétitivité économique, à la croissance de PIB, ainsi qu'à la meilleure attractivité économique. L'instabilité politique n'est pas génétiquement présente dans l'histoire de l'Afrique.

**Elle pèse tout de même sur le décollage du continent...**

Le développement d'un pays, d'une région ou d'un continent se fait en plusieurs phases, qu'elles soient politiques ou socio-économiques. Il est certain que les violences que nous observons au-

jourd'hui dans mon pays, par exemple, et dans d'autres théâtres de conflits dans le continent, sont bien malheureuses. Nous devrions nous mobiliser et nous organiser, de façon objective et déterminée à renforcer les capacités des structures régionales et sous-régionales, afin d'œuvrer dans une logique de prévention anticipée des conflits. Le continent doit maîtriser son attractivité et rassurer le monde économique...

**Sachant que ces conflits ont d'importants coûts économiques...**

Absolument, il est certain que la multiplication des foyers de tension envoie des signaux négatifs

aux investisseurs et organismes financeurs de l'économie du continent. L'Afrique a une image à cultiver et à sauvegarder comme destination de choix pour les flux d'investissements. Les politiques africains ont désormais la responsabilité de gouverner de sorte à atteindre cet objectif. Le conflit est généralement l'échec d'une politique de gouvernance. C'est l'aboutissement d'un échec politique et économique qui a engendré une mauvaise répartition des richesses, l'accentuation du chômage et de la pauvreté chronique. En Afrique, cela se vérifie totalement. Lorsque nous en arrivons à l'instabilité, c'est parce nous avons raté le virage de la

bonne gouvernance et de la démocratie constructive. Il nous faut, aujourd'hui, dépasser ce constat d'échec. Il faudrait que nos politiques aient le courage de prendre le taureau par les cornes et de mettre en place des mécanismes et institutions pour lutter contre la récurrence des situations de conflit dans le continent.

**La gouvernance aura son rôle à jouer...**

Il faut tout juste promouvoir la bonne gouvernance et mettre en place les environnements favorables à la promotion de nos atouts. Nous sommes un continent jeune, et qui dispose de beaucoup de potentiels humains. Il faudrait que nous capitalisions sur ces acquis. Il faudrait également que nous mettions en place les infrastructures qui permettront une bonne circulation des personnes et des biens dans l'espace continental. Je reste naturellement optimiste. Je pense que le continent a son rôle à jouer dans le nouvel ordre mondial. La deuxième moitié de ce siècle sera africaine. Tous les observa-

**«Le conflit est généralement l'échec d'une politique de gouvernance».**

teurs s'accordent sur cette vision. Cette opportunité doit être saisie par les politiques afin d'insuffler une nouvelle dynamique à leurs pays respectifs.

### Le prix de l'instabilité

Le climat d'insécurité a fortement pesé sur les évolutions économiques de la République centrafricaine. La croissance à 3,1% en 2012 a été moins forte que prévu (4,2%), et les perspectives économiques pour 2013 et 2014 se sont détériorées pour devenir très incertaines depuis les attaques rebelles de décembre 2012, qui ont conduit à la chute du régime de François Bozizé. En effet, nonobstant la signature des Accords de sortie de crise de Libreville le 11 janvier 2013 et la formation d'un gouvernement d'union nationale, les rebelles de Seleka ont mené le 22 mars 2013 une offensive sur Bangui, la capitale. Le chef rebelle, Michel Djotodia, s'est autoproclamé président de la République, tandis que l'ex-président François Bozizé a été poussé à l'exil. Il s'en est suivi des troubles interreligieux marqués par des exactions, pillages et destructions de biens publics, qui ont fini par mettre l'économie du pays à genou. Cette situation a provoqué l'intervention militaire de la France (Opération Sangaris), des Forces de l'Union africaine, et bientôt, de l'Union européenne.





BILLET

**Thierry Ekouti,**  
Dir.pub-Le Quotidien de  
l'Économie (Cameroun)

## Protéger la loi fondamentale

Plus les années passent, plus la démocratie se désagrège en Afrique noire. Au Burkina Faso, c'est connu, le mandat du président Blaise Compaoré, arrivera à son terme en 2015. Néanmoins, l'on sait que ce dernier nourrit secrètement l'intention de faire sauter la disposition constitutionnelle qui lui interdit de se représenter. En RDC, la même volonté anime le président Joseph Kabila, dont le mandat actuel s'achève en 2016 et la loi fondamentale ne lui permet pas de rempiler. Certes, ces deux présidents n'ont pas encore clairement exprimé les intentions que l'on leur prête dans les médias, mais la démarche est classique. Des associations qui leur sont acquises ou des militants de leur parti politique respectif font soudain des sorties pour insinuer que la majorité de la population souhaite qu'ils soient reconduits à la tête de leur État, moyennant un amendement de la Constitution. En général, lorsque les dirigeants sont engagés dans cette voie de la modification constitutionnelle, plus rien ne peut les arrêter. Ni le bon sens, ni l'intérêt de la nation, ni l'opposition de la majorité des populations. On l'a vu par le passé au Cameroun, au Gabon, au Tchad, etc. Cette vulnérabilité des constitutions des pays d'Afrique traduit sans aucun doute le peu de respect qu'accordent les dirigeants à l'expression «loi fondamentale». De quoi se demander s'il ne faut pas que le législateur dans chaque pays envisage un mécanisme pour protéger la Constitution afin de sauver la démocratie sur le continent. Par exemple, fixer une durée pendant laquelle la Constitution ne peut pas être modifiée...

# Le Cameroun ouvre son 4<sup>e</sup> aéroport international

● Depuis mercredi dernier, l'aéroport Maroua est habilité à assurer les vols internationaux. La première compagnie aérienne à en bénéficier pourrait bien être Turkish Airlines.

L'aéroport de Maroua-Salak, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, va désormais assurer des vols internationaux.

Cette nouvelle est tombée le mercredi 16 avril dernier à la faveur d'un arrêté du ministre des Transports, Robert Nkili. Dans cette communication, ce dernier précise néanmoins que «l'ouverture au trafic intercontinental sera constatée par un texte particulier à l'issue des opérations de mise aux normes» de cette plateforme. En attendant, apprend-on des cadres de ce département ministériel s'exprimant sur la radio nationale, le tout nouvel aéroport international va assurer des vols en provenance ou en direction des pays d'Afrique centrale. Situé dans la partie septentrionale du Cameroun, non loin des frontières du Nigeria et du Tchad, l'aéroport de Maroua-Salak, avec sa piste de 2.100 m de long, était jusque-là un aérodrome de catégorie B n'assurant que des liaisons domestiques. Selon les statistiques de l'Autorité aéronautique du Cameroun, il a enregistré 130 mouvements d'avions en 2012 pour un total de 11.569 passagers pour 15,5 tonnes de fret, ce qui représente à peine 1% de l'ensemble du trafic fret et passagers pour les aéroports camerounais. Pour autant, la mutation de cet aéroport n'est pas une surprise. Elle vient confirmer ce que l'on subodorait depuis un certain temps, compte tenu des travaux qui y ont été effectués et des équipements dont il a été doté ces derniers temps. C'est ainsi qu'en 2007, son unique piste d'atterrissage a été entièrement refaite et un balisage lumineux été installé pour permettre les atterrissages et les décollages de jour comme de nuit. En mars 2013, l'Autorité aéronautique a même fourni à cette plateforme deux véhicules incendie de moyenne puissance. L'on apprend qu'un ensemble d'autres équipements sont en cours d'installation ou en projet pour permettre les mouvements des aéronefs en toute sécurité, à l'instar de la réhabilitation de sa centrale électrique qui devra avoir une puissance de 500 KVA. Enfin,



● Le nouvel aéroport va assurer des vols en provenance ou en direction des pays d'Afrique centrale.

à en croire le service de communication de l'Autorité aéronautique, «il est prévu d'allonger la piste de Maroua qui mesure actuellement 2.100 m pour la porter à 2.800 m afin qu'elle puisse accueillir des avions de type Boeing 747 ou Airbus A340». Commentant ces travaux en mars 2014 lors d'un atelier à Douala, André Paulin Ndong, haut cadre de l'Autorité aéronautique du Cameroun, indiquait déjà que «l'aéroport

**En mars 2013, l'Autorité aéronautique a fourni à cette plateforme deux véhicules incendie.**

de Maroua va s'inscrire dans une perspective sous-régionale», avant de conclure: «De surcroît, cette ville est à un jet de pierre de Ndjamena au Tchad, donc la plupart de nos voisins utiliseront cette plateforme comme aéroport de transit vers leur pays». Toutefois, à en croire Joël Wadem, responsable de la communication de l'Autorité aéronau-

tique, l'ouverture de l'aéroport de Maroua au trafic international répond aussi à la demande de certaines compagnies étrangères qui ont «maintes fois» exprimé leur désir de desservir le Nord du Cameroun. Parmi ces compagnies, l'on cite Turkish Airlines qui assure, depuis décembre 2012, des liaisons directes entre le Cameroun et la Turquie, pays déterminé à développer davantage ses échanges avec le Cameroun.

Entre-temps, il y a d'ailleurs eu un jumelage entre Maroua et Kayseri, ville natale du président turc, Abdullah Gül. Il y a eu aussi un forum économique turc dans la ville de Maroua en avril 2013. Avec Maroua-Salak, le Cameroun compte désormais quatre aéroports internationaux (Douala, Yaoundé, Garoua). Cette dernière ville, située à 210 km au sud de Maroua, détenait en 2012 seulement 4% du trafic passagers au Cameroun qui était de 1.044.534 passagers au total, avec la première place pour Douala (66%) et la deuxième place pour Yaoundé (29%). En 2013, cette fréquentation est passée à 1.119.150 passagers.

PAR **JULIEN CHONGWANG**  
Le Quotidien de l'Économie -  
Douala - Cameroun